Nations Unies ESCAP/81/18

Conseil économique et social

Distr. générale
3 février 2025

Français
Original : anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Quatre-vingt-unième session
Bangkok, 21-25 avril 2025
Point 5 h) de l'ordre du jour provisoire*
Examen de l'application du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Asie et dans le Pacifique et questions relatives à l'appareil subsidiaire de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique : commerce, investissement, entreprises et innovation commerciale

Repenser la participation du secteur privé pour le développement urbain en Asie et dans le Pacifique

Note du secrétariat

Résumé

Le présent document réunit des informations sur la manière dont l'innovation et les principes de l'économie circulaire pourraient être appliqués afin de transformer les centres urbains de l'Asie et du Pacifique en villes économes en énergie et inclusives grâce à la contribution du secteur privé. Il fournit une analyse des politiques et des stratégies visant à intégrer les projets du secteur privé tendant à rendre les villes de la région plus durables. Les principaux éléments du document reposent sur les recommandations issues de débats et sur les résultats des activités récentes que le Réseau des entreprises durables de la CESAP a menées dans la région.

Les principes de l'économie circulaire ont le vent en poupe en tant que moyens d'améliorer la durabilité et la résilience des milieux urbains. Dans le cadre de la planification du développement urbain durable, les décideurs doivent prendre en compte l'efficacité énergétique, les technologies numériques et le financement des infrastructures, entre autres questions, et s'engager à atteindre les objectifs de réduction à zéro des émissions nettes. Les entreprises durables peuvent contribuer à rendre les villes plus résilientes grâce à leur connaissance des systèmes en circuit fermé dans les domaines des énergies renouvelables, des transports, de la logistique, de la gestion de l'eau et des déchets, du bâtiment et des infrastructures. L'intégration des technologies numériques aux concepts de l'économie circulaire peut stimuler l'innovation et faciliter la mobilisation de financements durables afin que les villes aient un fonctionnement responsable sur le plan écologique et qui favorise l'intégration sociale.

Dans le présent document, le secrétariat préconise des partenariats plus solides et plus intelligents entre les entités du secteur privé, les gouvernements et les autres parties prenantes, et la promotion d'initiatives visant à recenser les défis communs et à formuler des recommandations pour un développement urbain durable.

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique est invitée à prendre note des conclusions et des recommandations figurant dans le présent document et à fournir des orientations supplémentaires au secrétariat à cet égard.

* ESCAP/81/1.

Merci de recycler

I. Contexte

1. Moteurs de l'activité économique mondiale, abritant plus de 2,2 milliards de personnes et représentant 80 % du produit intérieur brut de la région, et incubateurs de formidables innovations dans des secteurs comme l'énergie, les infrastructures, la finance et la technologie, les agglomérations de la région de l'Asie et du Pacifique sont des centres de progrès et de prospérité. Elles ouvrent sans cesse de nouvelles perspectives grâce à la participation active du secteur privé, que ce soit dans l'aménagement des lieux publics pour les rassemblements sociaux ou la création d'espaces de travail partagés pour accélérer l'innovation[1].

2. Toutefois, alors qu'il reste moins de cinq ans pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, la région n'est en voie d'atteindre aucun des objectifs de développement durable d'ici à 2030, et les progrès vers certains objectifs sont en régression. Des disparités entre les résultats en matière de développement durable sont évidentes dans les zones urbaines de la grande majorité des pays de la région. Elles sont très prononcées dans les pays en situation particulière, c'est-à-dire les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, qui font face à un ensemble spécifique de difficultés pour progresser dans ce domaine[2]. Pour inverser cette tendance, il faut engager des actions plus résolues et promouvoir la participation de toutes les parties prenantes, y compris le secteur privé, en particulier dans les zones urbaines, par le biais d'une approche au niveau de l'ensemble de la société[3].

3. Au cours de la dernière décennie, les villes de la région ont été touchées par des phénomènes météorologiques extrêmes et des risques liés au climat, qui ont pesé sur leur croissance économique et leur dynamisme. Les taux de plus en plus élevés d'émissions de gaz à effet de serre, la disponibilité limitée d'infrastructures de qualité, l'inadéquation des ressources financières et les problèmes liés aux mécanismes de gouvernance entravent les perspectives de développement impulsées par les villes.

4. Des solutions favorables aux entreprises et tournées vers l'avenir sont nécessaires pour relever ces défis et tirer parti de l'esprit d'innovation et de créativité des entités du secteur privé de toutes échelles et tailles, dans de nombreuses branches d'activité différentes. Le secteur privé a un rôle à jouer dans les initiatives et les partenariats à tous les niveaux de gouvernance, notamment pour passer à un mode de développement à faible émission de carbone et résilient face aux changements climatiques, en particulier dans les mégalopoles densément peuplées de la région et dans les zones environnantes[4].

5. Les pouvoirs publics doivent prendre la mesure du rôle vital que joue le développement urbain dans les progrès vers les priorités globales de développement national et inciter les entreprises à investir dans des projets et des programmes axés sur la recherche de solutions. Les stratégies de participation du secteur privé doivent être coordonnées pour contribuer à la

[1] *Urban Transformation in Asia-Pacific: From Growth to Resilience* (publication des Nations Unies, à paraître).

[2] *Asia-Pacific Countries with Special Needs Development Report 2024: Leveraging Digitalization for Productivity and Decent Employment* (publication des Nations Unies, 2024).

[3] *Asia and the Pacific SDG Progress Report 2024: Showcasing Transformative Actions* (publication des Nations Unies, 2024).

[4] Nations Unies, « Private sector leadership vital to advance sustainable development, business practices, Secretary-General says in message for World Chambers Congress », communiqué de presse, 21 juin 2023.

transformation des moteurs socioéconomiques grâce à la création et la mobilisation de nouvelles formes de ressources et d'expertise stratégique. Une croissance urbaine plus équilibrée, plus inclusive et plus verte ne peut être obtenue que s'il existe des synergies entre les pouvoirs publics et le secteur privé.

6. Les avancées de la région en matière de développement durable donnent au secteur privé l'occasion de collaborer avec les gouvernements et d'autres partenaires de développement pour améliorer la prestation des services publics grâce à des interventions sectorielles dans la transition énergétique, le développement des infrastructures, le financement durable, l'innovation numérique et l'économie circulaire[5].

7. Le rôle moteur que jouent les entreprises pour relever les défis du développement et renforcer la collaboration entre les secteurs public et privé et l'importance capitale de leur action sont de plus en plus reconnus. Les administrations nationales, régionales et sous-régionales doivent répondre aux aspirations des centres urbains en matière de développement et élaborer des initiatives pragmatiques et des dispositions institutionnelles novatrices.

II. Possibilités de participation du secteur privé à la promotion de la transformation des villes

8. Dans le présent document, le secrétariat met en avant quatre domaines dans lesquels le secteur privé peut plus particulièrement participer à la promotion d'un développement urbain résilient et durable en Asie et dans le Pacifique.

A. Encourager l'efficacité énergétique de l'urbanisation

9. Pour tirer parti des perspectives ouvertes par l'urbanisation rapide et surmonter les difficultés qu'elle soulève, il est essentiel de faciliter l'accès à l'énergie, tout en prenant en compte la nécessité de modifier les modes de consommation. À mesure que les villes s'étendent et se développent, leur dépendance à l'égard des importations de combustibles fossiles doit être réduite au profit de sources renouvelables, afin de limiter leur contribution aux changements climatiques.

10. Le secteur privé, dont on sait l'aptitude à canaliser les ressources financières et humaines, à stimuler l'innovation et à multiplier les initiatives de développement durable, est bien placé pour accélérer la transition vers des zones urbaines efficaces sur le plan énergétique et respectueuses de l'environnement. Des possibilités existent d'améliorer l'efficacité énergétique dans la construction et, grâce à son expertise en matière de systèmes efficaces sur le plan énergétique, le secteur privé peut apporter de nouvelles solutions[6].

[5] Dans le Pacte vert Asie-Pacifique pour les entreprises, lancé lors du Forum Asie-Pacifique des entreprises tenu le 26 août 2022, il est souligné qu'une transformation verte de l'économie est nécessaire pour le bien-être de tous et toutes. Pour plus de renseignements, voir la déclaration du Pacte vert Asie-Pacifique pour les entreprises, disponible à l'adresse suivante : www.unescap.org/sites/default/d8files/event-documents/Green Deal Decalaration.pdf.

[6] *Regional Trends Report 2024: Energy Connectivity for Sustainable Development in Asia and the Pacific – Implementing the Regional Road Map on Power System Connectivity* (ESCAP/9-TR/37).

11. Le cadre bâti est une source importante d'émissions de carbone. En 2022, les émissions liées à la consommation énergétique des bâtiments représentaient environ 27 % du total des émissions mondiales de dioxyde de carbone et la production de matériaux de construction tels que le béton, l'acier, l'aluminium, le verre et les briques contribuait à porter à environ 37 % la part du secteur du bâtiment et de la construction dans les émissions mondiales[7].

12. Le secteur privé contribue à la recherche de solutions. Les grands promoteurs immobiliers construisent de plus en plus de bâtiments qui produisent autant d'énergie qu'ils en consomment, par exemple grâce au déploiement de technologies d'énergie renouvelable, notamment des panneaux solaires, associées à des systèmes de gestion de l'énergie des bâtiments, à une meilleure isolation, à des matériaux de construction avancés et à des dispositifs de refroidissement à haut rendement énergétique. Dans le même temps, les propriétaires rénovent le parc immobilier existant pour réduire leur empreinte carbone[8]. S'inscrivant dans cette tendance, plus de 150 entreprises et organisations du monde entier, dont 37 en Asie et dans le Pacifique, ont signé l'engagement du World Green Building Council pour la neutralité carbone des bâtiments, qui a pour objectif de réduire la consommation d'énergie et les émissions de carbone des bâtiments d'ici à 2030 et de parvenir à la décarbonisation du secteur du bâtiment d'ici à 2050[9].

13. Les chantiers de construction sont également visés. Ils couvrent généralement leurs besoins en énergie en utilisant des générateurs diesel, qui consomment des combustibles fossiles et contribuent à la pollution sonore. Face à une demande de plus en plus pressante de réduction de leur empreinte carbone, les constructeurs installent des systèmes de stockage d'énergie par batterie, qui stockent l'énergie provenant de sources conventionnelles ou renouvelables pour l'utiliser lorsque cela est nécessaire. Un plus grand déploiement de ces systèmes pourrait réduire la pollution atmosphérique et sonore sur les chantiers[10].

14. Des entreprises de divers secteurs adhèrent à l'initiative RE100, qui fixe l'objectif ambitieux de passer à une électricité 100 % renouvelable d'ici à 2050[11]. Cette initiative est un exemple de la dynamique apportée par le secteur privé à la réalisation des objectifs de développement durable, en complément des politiques et des orientations des pouvoirs publics.

B. Utiliser plus largement les technologies intelligentes pour améliorer le développement urbain

15. Dans toute la région Asie-Pacifique, les entreprises technologiques sont le fer de lance d'avancées environnementales portées par l'innovation numérique dans des domaines tels que l'intelligence artificielle, la robotique, la technologie de la chaîne de blocs et les services de mégadonnées et d'informatique en nuage. Les réseaux de dispositifs physiques interconnectés

[7] Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Global Status Report for Buildings and Construction: Beyond Foundations – Mainstreaming Sustainable Solutions to Cut Emissions from the Buildings Sector* (Nairobi, 2024).

[8] Arup, « Five minute guide to energy in cities ». Disponible à l'adresse suivante : www.arup.com/globalassets/downloads/insights/five-minute-guide-energy-in-cities.pdf (page consultée le 18 janvier 2025).

[9] World Green Building Council, « Commitment signatories ». Disponible à l'adresse suivante : https://worldgbc.org/thecommitment/commitment-signatories/?_sfm_signatory_type=cities&_sfm_regions=asia-pacific (page consultée le 28 janvier 2025).

[10] Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, « Lithium-ion batteries: a pillar for a fossil fuel-free economy? », Frontier Technology Issues, juillet 2021.

[11] Pour plus d'informations, voir www.there100.org/.

équipés de capteurs, de processeurs et de logiciels, connus sous le nom d'Internet des objets, permettent la collecte et l'échange transparents de données en temps réel sur des facteurs naturels tels que la qualité de l'air, la température et les niveaux d'eau, ainsi que sur la consommation d'énergie, la circulation, la pollution sonore, le traitement des déchets et les dossiers financiers qui sont liés aux activités humaines. Ces données sont ensuite stockées dans des bases où des outils d'intelligence artificielle et d'analyse traitent les informations[12] afin qu'elles puissent être utilisées pour améliorer les résultats des zones urbaines en matière de développement durable[13].

16. Les outils utilisés par le secteur privé tirent parti de l'Internet des objets pour contribuer à un fonctionnement plus efficace des villes en mettant en évidence des modèles, en anticipant les problèmes et en suggérant des améliorations dans des domaines tels que la gestion des ressources et les interventions d'urgence[14]. Un exemple est le K-water Integrated Water Operation Center, qui utilise une technologie intelligente pour analyser les prévisions de précipitations, les inondations, l'approvisionnement des réservoirs et la qualité de l'eau, entre autres[15]. Grâce à l'implication des entreprises locales, il existe de nouvelles possibilités d'améliorer la gestion de l'eau à un moment où la demande d'eau augmente et où la menace d'inondations et de sécheresses se fait de plus en plus présente.

17. Les grands bâtiments, que l'on trouve surtout dans les centres urbains, offrent au secteur privé une occasion importante d'améliorer la durabilité en renforçant l'efficacité énergétique, en favorisant une utilisation plus rationnelle de l'eau et en veillant à une meilleure maintenance de manière générale. En tirant parti des technologies de l'Internet des objets, les systèmes de gestion des bâtiments peuvent s'intégrer plus efficacement aux systèmes nationaux de distribution de l'énergie électrique, modulant leur consommation d'énergie en fonction de la demande sur le réseau, utilisant les prévisions météorologiques pour prévoir les besoins de refroidissement et réduisant au minimum les émissions de gaz à effet de serre. Ces solutions sont particulièrement pertinentes pour les villes d'Asie du Sud-Est, où la climatisation est utilisée tout au long de l'année. Les changements climatiques continuant à faire grimper les températures moyennes et à accroître la gravité des vagues de chaleur, ces solutions deviendront de plus en plus importantes pour assurer la résilience des villes, de leurs bâtiments et de leurs habitant(e)s.

18. Un autre exemple d'innovation dans la gestion de l'eau en milieu urbain est le programme Jakarta Smart City dont le système de surveillance des inondations novateur a remporté en 2022 le Smart City Asia-Pacific Award, décerné par l'International Data Corporation[16]. Dans le cadre de ce programme,

[12] Soumaya Ben Dhaou *et al*., *Global Assessment of Responsible Artificial Intelligence in Cities: Research and Recommendations to Leverage AI for People-centred Smart Cities* (Nairobi, Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), 2024), p. 24.

[13] Nations Unies, Comité d'experts en mégadonnées et sciences des données en statistique officielle, Équipe spéciale sur les questions transversales, « Deliverable 2: revision and further development of the classification of big data », document de travail établi pour la Conférence internationale sur l'utilisation des mégadonnées en statistique officielle, Abou Dhabi, 20-22 octobre 2015, p. 13 et 14.

[14] Claudia Abreu Lopes et Calum Handforth, « What big data means for smart cities », Université des Nations Unies, 14 août 2020.

[15] Jaemin Nam, « In the Republic of Korea, K-water offers smart solutions for managing limited water resources to supply increasing demand in cities: case study – sustainable water management for smart cities », Development Asia, Banque asiatique de développement, 25 septembre 2017.

[16] Berita Jakarta, « Jakarta Smart City wins IDC Awards for flood control system innovation », 10 juin 2022.

le système de contrôle des inondations de Jakarta intègre des données provenant de capteurs placés dans des zones inondables pour mesurer des paramètres tels que les précipitations, le débit d'eau, les niveaux d'eau, la température et les vibrations[17]. Combinés aux enregistrements des relevés précédents, ces indicateurs sont traités par des algorithmes d'intelligence artificielle pour prévoir les tendances météorologiques, évaluer les risques d'inondation et concevoir des interventions ciblées. Au-delà des avantages immédiats, les séries de données chronologiques permettent d'affiner les prévisions d'inondation et de contribuer à une planification urbaine à long terme davantage fondée sur la science[18].

C. Financer le développement d'infrastructures urbaines résilientes face aux changements climatiques

19. La participation du secteur privé est devenue de plus en plus cruciale pour surmonter les problèmes liés à l'infrastructure urbaine dans les pays en développement, en particulier ceux en situation particulière. Le modèle traditionnel d'infrastructures financées par le secteur public évolue rapidement, des approches novatrices en matière de partenariats et de financement mixte pouvant contribuer dans une large mesure à la création et à la montée en puissance de solutions de développement plus durables et résilientes. Les partenariats public-privé apparaissent comme un mécanisme essentiel pour combler les lacunes en matière d'infrastructures urbaines.

20. Conscients des avantages à long terme des investissements dans des infrastructures durables, en particulier dans les villes de l'Asie et du Pacifique, les partenaires du secteur privé sont de plus en plus disposés à gérer les risques liés au climat et aux catastrophes. La clef de la réussite de ces partenariats réside dans une vision plus travaillée de la répartition des risques. Contrairement aux approches précédentes dans lesquelles le secteur public était censé absorber tous les risques, la pratique actuelle encourage une répartition plus nuancée des risques entre les parties prenantes.

21. Ces dernières années, le financement mixte a représenté une solution novatrice pour attirer les capitaux privés. En réalisant des investissements ayant un effet catalyseur et générant de meilleurs rendements financiers, les pouvoirs publics peuvent rendre attrayants pour les investisseurs privés des projets auparavant jugés non viables. Une telle démarche est particulièrement utile pour les pays en développement qui ne peuvent consacrer que des ressources budgétaires limitées aux infrastructures. Les apporteurs de capitaux privés prennent de plus en plus en considération les projets qui répondent aux objectifs nationaux de durabilité.

22. En tirant parti des nouvelles formes de financement, les investissements dans les infrastructures urbaines sont en phase avec les objectifs environnementaux et sociaux plus larges et sont plus résilients face aux changements de stratégie et aux perturbations futures. En définissant des orientations, des cibles et des stratégies claires pour leurs objectifs environnementaux, les pouvoirs publics sont plus à même d'inciter les acteurs établis du secteur privé à contribuer à l'accélération des investissements dans le développement des infrastructures urbaines.

[17] Comité exécutif de la technologie de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, « Urban flood management in Jakarta: case study » (Bonn, 2023), p. 16.

[18] Jakarta Smart City, « Flood control system sensor in Jakarta », 20 juin 2022. Disponible à l'adresse suivante : https://smartcity.jakarta.go.id/id/blog/mengintip-sensor-flood-control-system.

23. Les institutions financières multilatérales comme la Société financière internationale et la Banque asiatique de développement devraient continuer à jouer un rôle central dans l'allégement des contraintes financières en facilitant les collaborations et en fournissant une expertise et des conseils financiers aux gouvernements qui cherchent à élaborer des stratégies robustes en matière d'infrastructures urbaines[19].

24. L'accélération des progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable nécessitera des investissements porteurs de transformation dans les infrastructures des centres urbains de la région. Grâce à l'expertise et aux ressources financières du secteur privé et à des stratégies novatrices de gestion des risques, les pouvoirs publics peuvent accélérer la transition vers des systèmes d'infrastructures urbaines plus durables et plus résilients. En fin de compte, le développement réussi des infrastructures urbaines exige des approches collaboratives qui combinent la vision du secteur public, l'innovation du secteur privé et une détermination commune à assurer le développement durable.

D. Appliquer des solutions d'économie circulaire pour favoriser des environnements urbains plus verts

25. La région Asie-Pacifique devient un laboratoire essentiel pour les approches novatrices de l'économie circulaire, transformant les modèles de production linéaires traditionnels en systèmes plus durables et plus économes en ressources. L'application des pratiques de l'économie circulaire dans la construction et dans d'autres domaines du développement urbain sera indispensable pour la transition vers des villes et des établissements plus résilients et durables[20].

26. Les initiatives du secteur privé jouent un rôle essentiel dans cette transition. Les entreprises mettent au point des technologies avancées de récupération et de recyclage des matériaux qui permettent à la fois de répondre aux préoccupations environnementales et de créer de nouvelles possibilités économiques. Par exemple, face aux progrès des innovations technologiques dans la construction durable et des pratiques de gestion des déchets, la modularité reste un domaine prometteur pour l'application de l'économie circulaire au recyclage des matériaux et déchets de construction et de démolition. Plusieurs membres du Réseau des entreprises durables de la CESAP apportent des solutions par le biais de projets pilotes tels que CarbonCure, qui mélange au béton les émissions de gaz à effet de serre recyclées[21]. La réutilisation de l'acier et du béton dans toute la mesure du possible diminue la consommation d'énergie et réduit la quantité de déchets envoyés dans les sites d'enfouissement.

27. Les principes de l'économie circulaire correspondent aux objectifs de l'agriculture urbaine et périurbaine et peuvent contribuer au développement de celle-ci[22]. L'agriculture urbaine et les systèmes de production alimentaire

[19] Banque européenne d'investissement *et al*., *2023 Joint Report on Multilateral Development Bank's Climate Finance* (Luxembourg, 2024).

[20] Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), *The Secrets to Unlocking the Next Frontier for a Circular Economy in the Asia-Pacific Region*, (Bangkok, 2024).

[21] Voir www1.bca.gov.sg/docs/default-source/docs-corp-news-and-publications/media-releases/bca-pr-bca-awards-2024.pdf.

[22] Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rikolto et RUAF Global Partnership on Sustainable Urban Agriculture and Food Systems, *Urban and Peri-urban Agriculture Sourcebook: From Production to Food Systems* (Rome, 2022).

localisés offrent la possibilité de réduire les coûts de transport et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources. De nombreuses villes intègrent l'agriculture verticale et la culture hydroponique dans l'infrastructure urbaine, créant ainsi des systèmes agricoles en boucle fermée qui réduisent les émissions dues au transport et optimisent l'utilisation des sols[23]. Ces modèles montrent comment l'innovation technologique permet de concilier la durabilité environnementale et la productivité économique.

28. La récupération des déchets électroniques est un autre domaine critique où les principes de l'économie circulaire ont un impact significatif. Sont accumulés dans les villes une multitude d'appareils électroniques grand public, dont l'utilisation et l'élimination représentent des enjeux environnementaux importants. Les principaux pays en développement de la région font face à une croissance massive des déchets sous forme d'écrans, d'ordinateurs et de petits équipements informatiques et de télécommunication[24]. Dans certains pays, il est possible de mettre en place des réseaux de recyclage formels et informels en vue d'extraire les métaux précieux et les éléments de terre rare des produits électroniques mis au rebut. Ces efforts permettent non seulement de prévenir la pollution de l'environnement, mais aussi de créer de la valeur économique grâce à la récupération des matériaux.

29. L'objectif de développement durable n° 12 (Consommation et production responsables) constitue un support essentiel pour toutes les stratégies de transformation examinées ici. En prônant une utilisation efficace des ressources, la réduction de la production de déchets et des modèles d'activité durables, cet objectif met en avant un schéma directeur complet de restructuration économique. Bien que des problèmes subsistent – notamment la complexité des réglementations, les contraintes technologiques et les mentalités économiques linéaires bien ancrées – la dynamique de la région en faveur de modèles économiques circulaires semble puissante et en voie d'accélération.

30. Les politiques d'économie circulaire ont connu un essor considérable dans la région ces dix dernières années, notamment au cours de la période 2019-2024. Le fait qu'il soit stratégiquement judicieux d'envisager les déchets comme une ressource précieuse et non comme un problème d'élimination n'est plus contesté[25]. Bien que ce soit la sous-région de l'Asie de l'Est et du Nord-Est qui en compte le plus grand nombre, les politiques de ce type sont bien présentes dans toutes les sous-régions[26]. Les efforts de collaboration entre les pouvoirs publics, les acteurs du secteur privé et les instituts de recherche seront essentiels pour faire fructifier ces approches prometteuses.

III. Activités menées par le secrétariat sur la participation du secteur privé dans le cadre du Réseau des entreprises durables de la CESAP

31. Le secrétariat appuie les efforts déployés par les gouvernements pour collaborer avec le secteur privé dans le cadre du Réseau des entreprises durables de la CESAP et du Pacte vert Asie-Pacifique pour les entreprises[27].

[23] Kalinga Seneviratne, « Farming in the sky in Singapore », Université des Nations Unies, 12 décembre 2012.

[24] *Rapport 2024 sur l'économie numérique : Façonner un avenir numérique respectueux de l'environnement et ouvert à tous* (publication des Nations Unies, 2024).

[25] CESAP, *The Secrets to Unlocking the Next Frontier for a Circular Economy in the Asia-Pacific Region*.

[26] Ibid.

[27] Voir https://www.unescap.org/esbn.

Les décideurs de la région ont collaboré avec les membres du Réseau pour renforcer la durabilité dans les domaines thématiques de la transition énergétique, du développement des infrastructures, du financement durable, de l'innovation et de l'économie circulaire. Comme cela sera souligné lors du Forum Asie-Pacifique des entreprises 2025, ces domaines thématiques peuvent offrir de nouvelles occasions de faire progresser les objectifs de développement durable grâce à la participation du secteur privé[28]. Ces collaborations contribuent également au Nouveau Programme pour les villes, feuille de route mondiale pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable au niveau local[29].

32. En réponse à l'appel de plus en plus pressant en faveur de collaborations entre le secteur public et le secteur privé, le secrétariat a organisé à Jakarta, en décembre 2004, un « dialogue sur la participation et les politiques à appliquer » consacré à l'accélération de la durabilité dans le secteur privé en Asie et dans le Pacifique, au cours duquel les participant(e)s ont souligné le rôle essentiel du secteur privé dans la promotion de la durabilité par le biais d'investissements dans les technologies vertes, l'adoption de pratiques durables dans ses opérations et la promotion de partenariats. Parmi les principaux messages adressés à cette occasion figurait la nécessité d'exploiter les innovations technologiques pour accélérer l'action climatique, en particulier dans les mégalopoles et autour de celles-ci[30].

33. En collaboration avec le Centre des Nations Unies pour le développement régional du Département des affaires économiques et sociales, le secrétariat a également aidé les représentant(e)s des États membres de l'Asie du Sud-Est à élaborer un projet de déclaration sur la réduction, la réutilisation et le recyclage, sur l'économie circulaire et sur l'avènement d'une société sobre en carbone en Asie et dans le Pacifique pour la période 2025-2034[31]. Cette nouvelle déclaration est destinée à servir de feuille de route pour faciliter l'intégration par les gouvernements des pratiques de consommation et de production durables ainsi que des principes de l'économie circulaire dans leurs activités globales d'élaboration des politiques, de planification et de développement, y compris la construction des infrastructures, et pour contribuer à renforcer la résilience, en particulier des agglomérations côtières, des villes et des communautés locales[32].

34. Le secrétariat a collaboré étroitement avec le Gouvernement kazakhstanais à la vingt-neuvième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques pour inciter le secteur privé et les partenaires de développement à élargir le Programme de partenariat pour une « passerelle verte ». La mise en place d'une plateforme de technologies vertes pour le climat peut être envisagée parallèlement aux mécanismes de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire afin de définir des stratégies efficaces pour renforcer la collaboration entre les pouvoirs publics et le secteur privé dans la région.

[28] Voir https://unescap.org/events/2025/asia-pacific-business-forum-2025.

[29] ONU-Habitat, « Reporting on the implementation of the New Urban Agenda » (Nairobi, 2024). Disponible à l'adresse suivante : https://unhabitat.org/sites/default/files/2024/05/nua_reporting_guidlines.pdf (page consultée le 20 janvier 2024).

[30] Voir www.unescap.org/events/2024/ESBN-APINDO-Dialogue.

[31] Voir www.unescap.org/events/2024/asia-pacific-green-deal-business-roundtable-asean-consultation-meeting-pre-zero-draft.

[32] Voir https://uncrd.un.org/content/12th-3r-ce-forum.

35. Le secrétariat a publié un document de position du Réseau des entreprises durables de la CESAP sur l'économie circulaire afin d'exhorter les décideurs à renforcer l'appui des pouvoirs publics et à harmoniser les politiques aux fins de l'adoption des pratiques de l'économie circulaire dans la région. Les recommandations formulées dans ce document portent notamment sur la nécessité de soutenir les investissements initiaux, de promouvoir la résilience de la chaîne d'approvisionnement et de l'infrastructure opérationnelle et de faire en sorte que les politiques applicables prennent en compte les comportements des consommateurs et les besoins des marchés[33].

36. Le secrétariat a également collaboré étroitement avec les membres du Réseau des entreprises durables de la CESAP pour mettre en œuvre les principales recommandations du document de position sur l'économie circulaire au moyen d'activités réalisées sur plusieurs plateformes mondiales, régionales et nationales, en Azerbaïdjan, au Népal, en République de Corée, en République démocratique populaire lao et en Thaïlande[34].

IV. Questions portées à l'attention de la Commission

37. Dans le présent document, le secrétariat a passé en revue plusieurs aspects prioritaires que les pouvoirs publics devraient prendre en considération pour repenser le rôle du secteur privé dans le développement urbain afin de soutenir la réalisation des objectifs de développement durable.

38. Les initiatives du secteur privé visant à accélérer la transition énergétique, les innovations technologiques, le financement du développement des infrastructures et les modèles d'économie circulaire ouvrent un ensemble de nouvelles perspectives dans la région Asie-Pacifique. Afin d'accroître encore la participation du secteur privé au processus de développement, des efforts coordonnés et concertés sont nécessaires pour renforcer le dialogue et la coopération entre les secteurs public et privé par le biais d'échanges de vues sur les politiques à appliquer, du partage des connaissances et du renforcement des plateformes existantes, notamment le Forum Asie-Pacifique des entreprises, afin que tous les membres et les membres associés puissent parvenir à un développement urbain durable. En outre, les gouvernements devraient activement mettre en œuvre des politiques qui encouragent des options d'innovation et de financement portées par le secteur privé en vue d'assurer un développement urbain durable et résilient en Asie et dans le Pacifique.

39. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique est invitée à prendre note du présent document et à fournir des orientations au secrétariat concernant ses activités futures dans ce domaine.

---

[33] CESAP, *The Secrets to Unlocking the Next Frontier for a Circular Economy in the Asia-Pacific Region.*

[34] Ces activités étaient les suivantes : la Zone d'innovation pour l'action climatique, établie en marge de la vingt-neuvième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Bakou ; le Forum de leadership et de partenariat de l'ASEAN 2024, qui s'est tenu à Vientiane ; le quinzième Sommet économique de l'Asie du Sud, sur le thème « Déclencher une transformation verte équitable en Asie du Sud », qui s'est tenu à Katmandou ; le troisième forum annuel sur la connectivité, sur le thème « Renforcer le rôle des entreprises dans la promotion du développement durable », qui s'est tenu à Séoul en même temps que la vingt-quatrième réunion de la Commission consultative de l'Initiative du Grand Tumen et le Forum de l'ASEAN sur l'économie circulaire 2024, qui s'est tenu à Bangkok.